

Liste des questions adressées le lundi 9 février par mail

Sur le projet d'usine à Millau :

- hormis la proximité avec un axe routier international, quelles raisons vous ont amené à vous installer en Sud Aveyron ?
- où en êtes-vous du déblocage auprès des financeurs des 35 millions d'euros d'investissement ?
- comment concrètement comptez vous assurer la captation et le stockage des poussières émises par votre procédé de tri en voie sèche ?
- quel est le calendrier des travaux de la construction de cette usine de Millau ? Quand envisagez vous une mise en service de l'activité ?
- des subventions publiques ont-elles/vont-elles être sollicitées ? si oui, de quelle nature (région, Europe, département, comcom, Ademe)
- de quels équipements de protection disposeront les futurs salariés de l'usine ? Masque avec cartouche, combinaison, gants, durée maximale de travail en espace confiné, .. ?
- l'activité étant amenée à monter en capacité, envisagez-vous de déposer dès à présent une demande d'autorisation environnementale et non seulement un simple enregistrement ?
- que répondez-vous aux préoccupations émises par une partie de la population et des élus locaux quant à la proximité du site avec la future cuisine centrale d'une part, des terres agricoles d'autre part ?
- comment entendez-vous concrètement répondre à ces multiples préoccupations ?
- en quoi le process qui sera mis en œuvre à Millau diffère-t-il techniquement de celui existant en Moselle ?

Sur l'usine existante en Moselle :

- où en sont les travaux d'extension du site, qui devraient permettre "de faire presque toutes les opérations en intérieur et réduire les nuisances sonores" (Le Républicain Lorrain, 06/08/25). Concrètement, comment cette augmentation d'activité va-t-elle permettre réduire les nuisances (bruit/poussières/rejets dans l'air et l'eau notamment)
- l'entreprise a été mise en demeure pour la seconde fois en août 2025 après une visite administrative en juillet. Les éléments alors soulevés ont-ils été entièrement levés ? Si non, quels points restent encore d'actualité ? A quelle échéance envisagez-vous d'y répondre et comment ?
- de quand datent les derniers prélèvements des poussières résiduelles émises à l'extérieur de l'usine ? Quels sont les éléments testés ? cela inclut-il la teneur en métaux lourds ?
- même question sur la qualité des eaux en aval du site, les précipitations rendant possible des écoulement liquide chargé en particules issues de l'usine dans le cours d'eau voisin classé Natura 2000. Quelles substances sont testées et de quand datent les relevés les plus récents ?
- au sein de l'usine, comment comptez-vous contrôler l'exposition des salariés aux poussières inhérentes à l'activité, qui seraient encore plus dense en cas de confinement renforcé ?
- Combien de personnel embauche l'usine aujourd'hui ? (ETP), et quelle part sont des travailleurs intérimaires ? Quelle est l'organisation du travail (3*8 / 4*8, ..) ?

Sur le projet Eegle qui associait M. Antenen

- un partenariat avait été noué avec le Bravo Yacht Design Group et BYD pour la construction d'un yacht solaire. Pourquoi ce projet n'a-t-il pas abouti ?
- vous avez été co-actionnaire de l'entreprise Eegle, qui a été placé en redressement judiciaire après avoir vu le jugement en appel condamné cet été. A quoi ont servi les sommes de 210 000 de subventions de la BPI/région Languedoc depuis 2014 ? Comment envisagez-vous de rembourser ce montant après la liquidation judiciaire ?
- Ce jugement et ce redressement judiciaire compromet-il vos capacités d'investissements dans le site de Millau ?